
Haydar Abdel Shafi, un démocrate exigeant

Jean-Paul Chagnollaud

Haydar Abdel Shafi est un des responsables politiques palestiniens les plus respectés et les plus écoutés. C'est au moment de la conférence de Madrid où il dirigeait la délégation palestinienne, que le monde entier fit la connaissance de ce gentleman palestinien qui, pour l'occasion, avait choisi de porter un très britannique chapeau melon au lieu du traditionnel keffiyé qu'il porte le plus souvent lorsqu'il est à Gaza. Sa subtilité et son humour tranquille lui avaient permis d'engager de multiples et fructueux dialogues avec la presse internationale qui découvrait soudain un Palestinien qui ne ressemblait guère à l'image classique qu'on s'en faisait habituellement. Ses talents de négociateur furent aussi très largement appréciés et redoutés pendant les vingt-deux mois où il anima les débats à la tête de la délégation.

Agé aujourd'hui de 75 ans, il est l'une des rares personnalités indépendantes à avoir été élu (très facilement) au Conseil législatif palestinien. Il a même souhaité être candidat à la présidence face au candidat officiel Ahmed Qreï alors qu'il savait n'avoir aucune chance, mais il voulait montrer *"qu'il existe d'autres voix dans le Conseil"*. Cela, lui a permis de constater qu'un tiers environ des 88 membres n'étaient pas sur la ligne dominante du Fatah. Et de fait aujourd'hui, il est une des rares personnalités à pouvoir vraiment se faire entendre face à Yasser Arafat et son imposante majorité.

Son enracinement à Gaza est très fort puisqu'il y est né et y a pratiquement toujours vécu. Après des études de médecine à l'université de Beyrouth, il a travaillé à l'hôpital britannique de Jaffa, avant de rentrer, en 1945, pour y exercer son métier de chirurgien à Gaza. Parallèlement à ses activités professionnelles, il s'est dès cette époque engagé dans l'action politique: il fut le président du Conseil législatif de Gaza de 1962

Eté 1996

à 1965 (d'abord à l'époque où cette région était sous administration égyptienne), et participa activement, en 1964, à la conférence fondatrice de l'OLP à Jérusalem. Après l'occupation de Gaza par les Israéliens, il fut déporté au Liban en 1970 en raison de son appartenance à l'OLP. A son retour, il ne cessa d'avoir des activités publiques, notamment en exerçant la présidence du Croissant rouge de Gaza.

Il aurait sans doute pu aisément faire une carrière politique en s'y installant comme tant de notables l'ont fait; il a préféré en maintes occasions exprimer ses convictions quelles que soient les conséquences politiques sur sa propre position. Et surtout il a voulu rester à Gaza quelles qu'aient été les circonstances, alors qu'il lui aurait été facile de choisir un exil confortable en tant que chirurgien reconnu. C'est sans doute cette double fidélité à ses convictions et à son terroir qui lui ont valu ce respect unanime dont il jouit aujourd'hui dans la société palestinienne, même auprès de ceux qui le critiquent sur le plan politique.

Pour le rencontrer, nous sommes allés à Gaza. En venant de Jérusalem, le voyage n'est jamais simple car il n'y a aucun service régulier reliant ce territoire aux grandes villes d'Israël ou de Cisjordanie. Une fois arrivés à la ligne de démarcation qui sépare désormais Israël de Gaza, il faut d'abord franchir le point de contrôle israélien; ce jour-là (vendredi 8 mars), il était hermétiquement fermé à tous les Palestiniens bien entendu, mais aussi aux étrangers, à l'exception de quelques journalistes dûment accrédités et des diplomates. Après quelques explications, nous avons été autorisés à passer et nous nous sommes retrouvés alors sur une grande route totalement déserte, une sorte de *no man's land* de près d'un kilomètre de long qu'il nous a fallu faire à pied. Parvenus au point de contrôle palestinien, nous avons été accueillis avec une certaine incrédulité car depuis ces derniers jours pratiquement plus personne ne passait. Plusieurs taxis rangés un peu n'importe comment attendaient depuis des heures l'hypothétique client. Et comme dans un ballet bien réglé, une voiture se détacha du groupe et s'avança doucement pour nous proposer de nous emmener en ville.

Pour arriver jusqu'à la grande maison de Haydar Abdel Shafi située non loin de la mer, il faut traverser presque toute l'agglomération. Depuis des années et des années, Gaza et ses environs offrent toujours le même spectacle attristant d'un espace abandonné à lui-même, notamment dans le domaine de l'urbanisme et de l'entretien. C'est une ville surpeuplée et sans âme où les trottoirs sont toujours envahis de sable et de poussière sur lesquels jouent des bandes de gamins. Une ville entourée d'immenses bidonvilles: les camps de réfugiés qui s'étendent à perte de vue dans les faubourgs et le long de la mer. En cette journée du vendredi 8 mars, à l'exception de quelques nouveaux immeubles en construction rien n'a vraiment changé, mais tout semble encore plus surréaliste que d'habitude tellement la situation est alors tendue. Le chauffeur de taxi résume tout en quelques mots, *"Oui, nous sommes autonomes; Mais qu'est-ce que cela veut dire? En fait, nous sommes enfermés ici. On ne peut aller nulle part. Ni en Cisjordanie, ni en Egypte. Gaza, aujourd'hui, c'est comme une prison."*

Comme chaque fois que nous venons le voir, Haydar Abdel Shafi nous accueille en haut du perron de sa villa. Il arbore un large sourire qui s'efface doucement quand nous commençons à parler de la situation. Et d'abord des attentats qui viennent de se produire.

"Avant tout, je les condamne en raison de leurs conséquences dramatiques. Mais il faut voir aussi qu'ils surgissent à un moment où le processus de paix est en train de perdre sa crédibilité. Les Palestiniens ont été déshumanisés par toutes les mesures répressives qui sont prises par Israël depuis des mois et qui viennent s'ajouter à tout ce que l'occupation a produit depuis tant d'années. Bien entendu, je ne veux pas par là justifier en quoi que ce soit ces attentats, mais je constate simplement que ces actes surviennent dans ce contexte très particulier. Dans le même temps où je dénonce fermement ces actes, je dis très fermement qu'Israël en est indirectement responsable."

Abordant les questions de fond, on en vient au processus de paix dont il estime désormais la crédibilité très menacée: *"Parce que les bases fondamentales de l'accord ne sont pas respectées. En effet, les termes de base sont constitués notamment par la résolution 242 du Conseil de sécurité de novembre 1967 dont le préambule rappelle clairement le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition des territoires par la force. Dans cette perspective, nous avons exigé qu'Israël arrête définitivement sa politique de confiscation des terres destinée à développer l'implantation des colonies à Gaza et surtout en Cisjordanie. Non seulement, cela a été refusé mais le gouvernement a, même au contraire, accéléré cette politique fondée sur les expropriations et les confiscations de terres notamment autour de Jérusalem et a considérablement développé le réseau d'infrastructures routières au bénéfice exclusif des colonies"*.

Plus largement ce qui l'inquiète est de voir que de plus en plus de gens sont très déçus par ce qui se passe: *"Vous vous souvenez qu'au moment de la signature des Accords d'Oslo, chacun pensait que la paix était à portée de la main et que la période des difficultés et des souffrances était bientôt terminée. Beaucoup ont cru à tout cela et aujourd'hui ils sont profondément désenchantés."*

Est-ce à dire qu'il n'y aurait eu aucun vrai changement depuis la mise en place de l'accord d'Oslo? *"En définitive le seul véritable changement est le fait que les villes, évacuées par l'armée israélienne, disposent désormais d'une certaine autonomie et que, bien sûr, il existe une Autorité palestinienne élue. C'est évidemment très important. Mais cela reste un changement limité: nous ne disposons de pouvoirs— par ailleurs fort réduits — que sur une partie très restreinte des territoires. Et rien ne prouve que dans les négociation, portant sur le statut définitif, Israël acceptera de rétrocéder plus de 5 ou 10% de territoires en plus..."*

Mais finalement, peut-être est-ce le début d'une longue période de transition qui pourrait amener progressivement de véritables changements positifs? *"Cela est bien possible. En fait si je suis pessimiste pour le court terme, je ne le suis pas pour le long terme. Je fonde même beaucoup d'espoir sur l'avenir à condition que nous soyons capables de préserver*

Eté 1996

et, de développer notre potentiel démocratique au sein même de notre propre société. C'est un enjeu capital. Si nous sommes capables d'enraciner notre société dans la démocratie, beaucoup de difficultés pourront être résolues. C'est essentiel pour nous-mêmes d'abord mais aussi pour notre image à l'extérieur. Cela dépend donc largement de la mobilisation de la population. Il faut qu'elle se sente concernée et qu'elle puisse ensuite s'exprimer. Si l'apathie et la passivité l'emportaient à propos de ce que nous sommes en train d'essayer de faire, nous perdrons. Si au contraire, chacun se sent concerné, alors tout est possible. C'est dans cette perspective que je me suis réjoui de la forte participation de mes compatriotes aux élections du mois de janvier. Ce fut un signe très encourageant."

Son profond attachement personnel à la démocratie le pousse à vouloir l'établissement d'un système pluraliste équilibré où les débats fondamentaux pourraient être ainsi abordés dans une libre et ouverte confrontation des points de vue. Derrière ces affirmations qui le conduisent aussi à accepter que les islamistes entrent dans le jeu politique dès lors qu'ils auraient abandonné tout recours à la violence, se profile son inquiétude quant à l'orientation que prend aujourd'hui l'Autorité palestinienne vis-à-vis de laquelle il est assez critique. Il lui reproche notamment d'avoir procédé à des recrutements fondés beaucoup plus sur les allégeances personnelles que sur les critères de compétence. Il reprend ici des analyses, souvent entendues dans les territoires, qui déplorent que trop de postes clés aient été confiés à des hommes venus de l'extérieur au détriment de ceux de l'intérieur qui pourtant, pendant les années d'occupation, avaient assumé un travail important. Il regrette aussi, avec une certaine amertume, qu'un système clientéliste soit d'ores et déjà en place autour de la personnalité de Yasser Arafat et juge très malsain un système qui serait entièrement dépendant d'un homme.

Il refuse énergiquement qu'une formule politique où tout le pouvoir serait ainsi confisqué par le Fatah, transformé en un parti dominant sinon unique, puisse s'installer durablement. C'est dans cette perspective qu'Haydar Abdel Shafi a, voulu, avec quelques autres personnalités, créer une nouvelle formation politique d'opposition: le mouvement pour la construction démocratique. La conférence qui en jettera les bases est prévue pour dans quelques mois et les textes constitutifs sont déjà prêts. Comme le montre ce bref extrait, ils mettent l'accent sur l'engagement démocratique: *"Considérant les difficultés que le peuple palestinien a connues et les difficiles épreuves qu'il a subies, notre objectif ne pourra être atteint sans de véritables et saines pratiques démocratiques..."*

Vouloir créer une nouvelle formation politique dans la conjoncture actuelle est particulièrement difficile. Les obstacles de toutes sortes ne manqueront pas dans une société où, de surcroît, la culture démocratique est encore bien peu développée. Mais c'est un pari sur l'avenir. Et, en tant que tel, cette démarche est évidemment importante.

C'est d'ailleurs sans doute cette inscription dans l'avenir qui caractérise le mieux la personnalité d'Haydar Abdel Shafi. Il est très lucide sur la situation actuelle et, au fond, sans illusion particulière à l'égard d'un processus qu'il n'a pas accepté sans critiques. Dès le début, il en a en effet

montré les limites, avec d'autant plus de sévérité qu'il n'a sans doute pas accepté d'avoir été quelque peu instrumentalisé par Yasser Arafat qui avait engagé directement avec les Israéliens des négociations secrètes pendant que lui-même continuait les discussions officielles dans le cadre des pourparlers entamés à Madrid. Il est trop fin politique pour faire passer ses éventuels ressentiments personnels avant ce qu'il croit juste sur le plan politique et il poursuit donc son action dans un cadre qui lui paraît certainement insuffisant mais qui est aujourd'hui en place, qu'on le veuille ou non.

C'est cette même inscription dans l'avenir qui lui fait relativiser les enjeux des élections israéliennes du 29 mai. Quand on lui demande la différence entre les deux principales formations politiques d'Israël, il répond: *"Sous l'occupation, nous avons souffert des uns et des autres. Parfois c'est même le parti travailliste qui a été le plus dur. Aujourd'hui, les Travailleurs comme le Likoud veulent s'assurer la maîtrise de l'espace et contrôler tous les points stratégiques. Donc vous voyez, c'est presque la même chose"*.

A l'évidence, cette prochaine échéance ne l'émeut pas outre mesure. Il en a vu bien d'autres et sait bien que, quoi qu'il arrive, le combat continuera.

Jean-Paul Chagnollaud